

# Table des matières

<b>Les noces d'or de la loi du 10 avril 1971</b>	9
Noël SIMAR	
<b>Section 1. Un peu d'histoire</b>	9
<b>Section 2. La loi du 10 avril 1971</b>	11
<b>Section 3. Et la jurisprudence</b>	11
<b>Références</b>	13
<b>L'accident du travail et l'accident sur le chemin du travail : notions et preuve</b>	15
Bénédicte ALTOMARE	
<b>Section 1. L'accident du travail dans le secteur privé</b>	15
Sous-section 1. Principes	15
Sous-section 2. Les éléments constitutifs de l'accident du travail	16
A. L'événement soudain	16
1. L'événement	17
2. La soudaineté	22
3. Cas particuliers : stress, harcèlement moral, agression verbale et menace, choc psychologique	24
B. La lésion	33
C. Le cours de l'exécution : une condition de situation	34
1. Principes	34
2. Cas particuliers	37
D. L'accident du travail doit survenir par le fait de l'exécution du contrat de travail : une condition de causalité	42
Sous-section 3. La preuve	43
Sous-section 4. Les deux présomptions en faveur de la victime	47
A. La lésion est présumée avoir été causée par l'événement allégué	47
B. L'accident survenu dans le cours de l'exécution du contrat est présumé survenir par le fait de cette exécution	50
<b>Section 2. L'accident sur le chemin du travail</b>	52
Sous-section 1. Généralités	52
Sous-section 2. La résidence du travailleur	53
A. Notion de résidence	53
B. Quand débute le trajet de la résidence ?	56

Sous-section 3. Le lieu d'exécution du travail – Notion	56
Sous-section 4. Trajet normal	58
A. Définition	58
B. Le trajet peut-il être parcouru à plusieurs reprises sur une même journée de travail ?	59
C. Interruption et détour	59
1. Insignifiant	60
2. Peu important, mais justifié par un motif légitime	61
3. De pure convenance personnelle	62
4. Important, mais imputable à un cas de force majeure	64
Sous-section 5. Départs anticipés	65
Sous-section 6. Assimilations	66
A. Assimilations légales	66
B. Assimilations non visées par la loi	69
Sous-section 7. Régime probatoire	70
<b>Section 3. L'accident du travail et sur le chemin du travail dans le secteur public</b>	71
Sous-section 1. L'accident du travail	71
A. Principes	71
1. Extension du lieu de travail	72
2. Accident du travail en dehors de l'exercice des fonctions	73
3. Le télétravail	73
Sous-section 2. L'accident sur le chemin du travail	74
<b>Assujettissement et procédure</b>	75
Michel STRONGYLOS	
<b>Section 1. Le secteur privé – La loi du 10 avril 1971</b>	75
Sous-section 1. Assujettissement	75
A. Les stagiaires en formation professionnelle	77
B. Le travail à domicile et le télétravail	79
C. La nullité et l'existence d'un contrat de travail	81
1. La nullité du contrat de travail	81
2. L'existence d'un contrat de travail	82
Sous-section 2. La procédure	85
A. La procédure administrative ou non contentieuse	85
1. La déclaration d'accident	85
2. La poursuite de la procédure administrative – L'accord-indemnité et son entérinement par Fedris	92

B. La procédure judiciaire ou contentieuse	96
1. La compétence matérielle	96
2. La compétence territoriale	101
3. Introduction de la demande	101
<b>Section 2. Le secteur public – La loi du 3 juillet 1967</b>	117
Sous-section 1. Assujettissement	117
Sous-section 2. La procédure	118
A. La procédure administrative	118
1. La déclaration d'accident et les obligations de l'autorité administrative	119
2. La saisine et le rôle de l'administration de l'Expertise médicale	119
3. Effet particulier de la décision de la décision de l'administration de l'Expertise médicale sur la mise en disponibilité de l'agent statutaire	123
4. La décision de l'autorité	124
5. La procédure en révision	125
B. La procédure contentieuse	126
1. L'absence de préalable obligé de la procédure administrative	126
2. La compétence judiciaire	126
3. Le mode introductif d'instance	127
4. Les parties à la procédure	127
5. Le caractère exécutoire par provision du jugement	128
6. Le coût de la procédure	129
7. La prescription	129
8. La procédure en révision	132
<b>La réparation des accidents du travail</b>	133
Stéphanie ADAM	
<b>Section 1. Réparation dans le secteur privé</b>	133
Sous-section 1. Introduction – Dommage réparable	133
Sous-section 2. Incapacité temporaire	135
A. L'incapacité temporaire totale	135
B. L'incapacité temporaire partielle	138
Sous-section 3. Consolidation	141
Sous-section 4. Incapacité permanente	144
A. Définition et critères d'évaluation	144

B. Incapacité permanente totale	147
C. Incapacité permanente partielle	148
D. État antérieur	149
E. Séquelles immédiates et ultérieures	154
F. Fait de la victime	155
G. Paiement	156
Sous-section 5. Rémunération de base	158
A. La rémunération à laquelle le travailleur a droit – Plafond minimal	158
B. Pendant l'année qui a précédé l'accident	159
C. En raison de la profession exercée dans l'entreprise au moment de l'accident	160
D. Travail à temps partiel	161
E. Composition de la rémunération de base	163
F. Plafond légal de la rémunération de base	165
G. Cas particuliers	165
Sous-section 6. Révision	166
A. Principes et délai de révision	166
B. Conditions de l'action en révision	168
1. Modification de la perte de capacité de travail de la victime	169
2. Modification consécutive à un fait nouveau	169
3. Modification consécutive à l'accident	171
4. Modification intervenue dans le délai de révision	172
Sous-section 7. Aggravation	173
A. Aggravation survenant dans le délai en révision	173
1. Aggravation temporaire	173
2. Aggravation définitive	175
B. Aggravation survenant après le délai de révision	175
1. Aggravation temporaire	175
2. Aggravation définitive	176
Sous-section 8. Frais médicaux, pharmaceutiques et hospitaliers	178
Sous-section 9. Les frais de déplacement	182
Sous-section 10. Frais de réadaptation professionnelle et de recyclage	185
Sous-section 11. Frais de prothèses et d'orthopédie	185
A. Prothèses endommagées par l'accident	186
B. Prothèses rendues nécessaires par l'accident	187
C. Prise en charge, renouvellement et réparation des appareils de prothèse	192

Sous-section 12. Aide d'une tierce personne	194
A. Principes	194
B. Évaluation de l'aide	195
C. Indemnisation de l'aide	198
Sous-section 13. Accident mortel	202
A. Frais funéraires et frais de transfert	203
B. Rentes accordées aux ayants droit	204
1. Principes	204
2. Dépendance directe à l'égard du salaire de la victime	205
3. Les ayants droit de la rente	207
Sous-section 14. Exception à l'indemnisation : faute intentionnelle – <i>Quid</i> du suicide ?	216
<b>Section 2. Réparation dans le secteur public</b>	219
Sous-section 1. Introduction	219
Sous-section 2. La loi du 3 juillet 1967	220
Sous-section 3. Dommages réparables	222
Sous-section 4. Incapacité temporaire	223
A. Incapacité temporaire totale	223
B. Incapacité temporaire partielle	224
Sous-section 5. Incapacité permanente	226
Sous-section 6. Rémunération de base	226
Sous-section 7. Paiement de la rente	229
Sous-section 8. Révision	233
Sous-section 9. Aggravation	234
A. Aggravation temporaire de l'incapacité permanente	234
B. Aggravation définitive	236
Sous-section 10. Tiers en capital	237
Sous-section 11. Indemnisation des frais	238
Sous-section 12. Accident mortel	238
<b>Conclusion</b>	239
<b>Détective, RGPD et tribunaux. Quelle preuve ?</b>	241
Justine NOSSENT	
<b>Section 1. RGPD : apports du règlement</b>	241
Sous-section 1. Régime similaire à la loi du 8 décembre 1992	242
Sous-section 2. RGPD et détective privé	243
A. Licéité du traitement	244

B.	Transparence du traitement	245
1.	Informations	245
2.	Temps de communication	247
C.	Catégories particulières de données à caractère personnel	248
D.	Obligations dans le chef du sous-traitant	250
<b>Section 2.</b>	<b>Détective privé : une profession réglementée</b>	252
Sous-section 1.	Autorisation	252
A.	Conditions d'autorisation	252
B.	Nécessité d'une autorisation	253
Sous-section 2.	Conditions d'exercice	254
A.	Exercice à titre principal	254
B.	Méthodes et informations autorisées	254
C.	Documents obligatoires	255
1.	Convention	255
2.	Registre des missions	255
3.	Rapport	256
4.	Obligations communes	256
Sous-section 3.	Contrôle et sanction	256
<b>Section 3.</b>	<b>Le recours au détective privé dans le cadre des procédures en accident du travail</b>	257
Sous-section 1.	Champ d'application personnel	257
Sous-section 2.	Obligations	258
A.	Documents écrits et communications	258
1.	Conclusion d'une convention et registre de mission	258
2.	Établissement d'un rapport	258
B.	Respect de la vie privée	259
1.	Contrôle	261
2.	Légalité	263
3.	Légitimité	263
4.	Nécessité – Proportionnalité	264
Sous-section 3.	Force probante et utilisation	264
<b>Section 4.</b>	<b>Admissibilité du rapport du détective privé par les juridictions</b>	265
Sous-section 1.	Admission du rapport	265
A.	Contenu du rapport du détective	265
1.	Faits objectifs	265
2.	Informations relatives à la santé	266

B. Information de la personne concernée	269
1. Tribunal du travail de Liège, division Huy, 14 mars 2018	269
2. Tribunal du travail du Hainaut, division Tournai, 30 mars 2018	270
C. Respect de la vie privée	270
1. Cour de cassation, 5 novembre 2004	270
2. Cour du travail de Liège, 21 avril 2009	270
3. Tribunal du travail de Liège, division Liège, 28 juin 2012	271
4. Cour d'appel de Mons, 7 janvier 2020	271
D. Utilisation du rapport du détective privé	272
1. Cour de cassation, 14 septembre 2020	272
Sous-section 2. Écartement du rapport	272
A. Contenu du rapport du détective	272
1. Faits objectifs	272
2. Informations relatives à la santé	273
B. Information de la personne concernée	274
1. Cour du travail de Liège, 6 février 2015	274
2. Cour du travail de Mons, 24 mai 2017	275
3. Cour du travail de Liège, division Liège, 18 août 2020	275
4. Cour du travail de Liège, division Liège, 1 <sup>er</sup> octobre 2021	276
C. Respect de la vie privée	276
1. Cour du travail de Mons, 22 mai 2007	277
D. Utilisation du rapport	277
1. Cour du travail de Mons, 19 septembre 2003	277
2. Cour du travail de Mons, 24 mai 2017	278